

Annonces judiciaires et légales

VOIX DU MIDI
JEUDI 12 JUIN 2025
actu.fr/voix-du-midi-lauregais

24

Avis administratifs

7406503801 - AA

Préfet de LA HAUTE-GARONNE - Préfet du TARN -
Préfète de l'AVEYRON

Programme pluriannuel de gestion 2024/2034 des cours d'eau du bassin versant du Tarn aval 2E AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté interpréfectoral du 30 avril 2025, une enquête publique relative à la demande de déclaration d'intérêt général, au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, présentée par le syndicat mixte du bassin versant Tarn aval dans le cadre du programme pluriannuel de gestion 2024/2034 des cours d'eau du bassin versant du Tarn aval est prescrite pendant une durée de 31 jours consécutifs, soit du mardi 10 juin 2025 à 9 h 00 au jeudi 10 juillet 2025 à 17 h 00.

La déclaration d'intérêt général permettra au syndicat mixte du bassin versant Tarn aval de mettre en œuvre les principales actions suivantes : travaux sur l'hydromorphologie des cours d'eau, restauration des zones humides, gestion de la végétation en lien avec les milieux aquatiques ou les bassins versants, gestion de la ressource en eau en période d'étiage et restauration des champs d'expansion des crues. Des informations complémentaires peuvent être demandées auprès de Monsieur le président du syndicat mixte du bassin versant Tarn aval - Abbaye Saint-Michel, 81600 Gaillac (05 63 41 30 50).

L'enquête publique se déroulera sur le territoire des 85 communes suivantes :

Département du Tarn : 81 communes

Alban, Albi, Ambialat, Andouque, Arthès, Assac, Aussac, Bellegarde-Marsac, Beaulieu-sur-Tescou, Bernac, Brens, Broze, Cadalan, Cadix, Cagnac-les-Mines, Cambon d'Albi, Carlus, Castanet, Castelnau-de-Lévis, Castayrols, Couffoulou, Courma, Crespiet, Curval, Cural, Le Dourn, Fayssac, Fénols, Fraissin, Frayssa, Florentin, Fréjart, Gaillac, Le Garin, Garrigues, Giroussens, Graze, Labastide-de-Lévis, Lagrave, Lamarillat, Lasgras, Lescure d'Albigeois, Lisle-sur-Tarn, Loupjac, Lugan, Marssac-sur-Tarn, Mézens, Montans, Montels, Montgaillard, Montvalen, Mouzeys-Toulat, Orban, Parlat, Peyrolle, Poulan-Pouzol, Puygouzon, Rabastens, Rivière, Roquemaure, Rouffiac, Saint-André, Saint-Cirq, Saint-Géraud, Saint-Julien, Saint-Julien-Gaulens, Saint-Michel-Padalen, Saint-Sulpice-la-Pointe, Sainte-Croix, Salles, Saussens, Serouillac, Le Séquestre, Sérenac, Tarnac, Tégou, Tersac, Trébas-les-Bains, Valdérès, Valence d'Albigeois, Villefranc d'Albigeois.

Département de La Haute-Garonne : 2 communes

Azas, Roquesse.

Département de l'Aveyron : 2 communes

Réquista, Saint-Jean-Delours.

Le préfet du Tarn est chargé de coordonner l'organisation de l'enquête publique et de centraliser les résultats. Le siège de l'enquête publique se situe à la mairie d'Albi (16, rue de l'Hôtel-de-Ville - 81000).

Par décision du 21 mars 2025 de la présidente du Tribunal administratif de Toulouse, M. Jean-Claude BARTHES, retraité de la fonction publique d'Etat, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur. M. Jérôme LEVOINE, ingénieur principal à la fonction publique territoriale, est désigné en qualité de commissaire-enquêteur suppléant.

Le dossier d'enquête peut, pendant toute la durée de l'enquête publique, être consulté par le public :

- en version papier dans les mairies des communes suivantes : Albi (16, rue de l'Hôtel-de-Ville - 81000), siège de l'enquête publique, Azas, Gaillac, Saint-Sulpice-la-Pointe et Valence d'Albigeois aux jours et heures d'ouverture au public ;
- en version papier au siège du syndicat mixte du bassin versant Tarn aval (Abbaye Saint-Michel - 81600 Gaillac) aux jours et heures d'ouverture au public ;
- en version numérique via un poste informatique situé au siège du syndicat mixte du bassin versant Tarn aval (Abbaye Saint-Michel - 81600 Gaillac) aux jours et heures d'ouverture au public ;
- en version numérique via un poste informatique au siège de l'enquête publique (mairie d'Albi - 16, rue de l'Hôtel-de-Ville - 81000) aux jours et heures d'ouverture au public ;
- en version numérique sur le site internet des services de l'Etat dans le Tarn (www.tarn.gouv.fr), dans la Haute-Garonne (www.haute-garonne.gouv.fr) et dans l'Aveyron (www.aveyron.gouv.fr).

Toute personne intéressée peut demander communication, à ses frais, du dossier d'enquête en s'adressant au préfet du Tarn (secrétariat général aux affaires départementales - bureau de l'environnement et des affaires foncières - 81013 Albi cedex 9) dès la publication de l'arrêté interpréfectoral portant ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, toute personne intéressée peut formuler ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête papier ouvert à cet effet aux mairies des communes suivantes : mairie d'Albi (16, rue de l'Hôtel-de-Ville - 81000), siège de l'enquête publique, Albi, Gaillac, Saint-Sulpice-la-Pointe et Valence d'Albigeois aux jours et heures d'ouverture au public ;
- par courrier postal adressé au commissaire-enquêteur en mairie d'Albi (16, rue de l'Hôtel-de-Ville - 81000), siège de l'enquête publique, avec précision sur le dossier d'enquête relative à la demande de déclaration d'intérêt général, au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, présentée par le syndicat mixte du bassin versant Tarn aval dans le cadre du programme pluriannuel de gestion 2024/2034 des cours d'eau du bassin versant du Tarn aval ;
- par voie électronique via l'adresse suivante : pref-dig-tarn-aval@tarn.gouv.fr ;

Toutes les observations et propositions transmises par voie électronique sont consultables en mairie d'Albi (16, rue de l'Hôtel-de-Ville - 81000), siège de l'enquête publique, et sur le site internet des services de l'Etat dans le Tarn (www.tarn.gouv.fr), dans la Haute-Garonne (www.haute-garonne.gouv.fr) et dans l'Aveyron (www.aveyron.gouv.fr).

Par ailleurs, les observations et propositions du public sont également reçues par le commissaire-enquêteur aux lieux, jours et heures suivants :

- mairie d'Albi (16, rue de l'Hôtel-de-Ville - 81000), siège de l'enquête publique : mardi 10 juin 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 (Salle des Etats-Albigeois) et jeudi 10 juillet 2025 de 14 h 00 à 17 h 00 (salle Jean-Jaurès) ;
- mairie d'Alban : vendredi 13 juin 2025 de 14 h 00 à 16 h 30 ;
- mairie de Gaillac (salle du conseil municipal) : vendredi 20 juin 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- mairie de Saint-Sulpice-la-Pointe (Pôle aménagement et cadre de vie - Espace Auguste Milès - 416, rue du Capitaine Beaumont, 81370 Saint-Sulpice-la-Pointe) : jeudi 26 juin 2025 de 14 h 00 à 17 h 00 ;
- mairie de Valence d'Albigeois : vendredi 4 juillet 2025 de 9 h 00 à 12 h 00.

Les observations et propositions du public formulées avant le mardi 10 juin 2025 à 9 h 00 ou après le jeudi 10 juillet 2025 à 17 h 00 ne sont pas prises en compte, quel que soit leur mode de dépôt, la date de réception faisant foi.

Les observations et propositions du public sont communicables aux fins de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Le rapport d'enquête et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sont tenus à la disposition du public, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, à la préfecture du Tarn (secrétariat général aux affaires départementales - bureau de l'environnement et des affaires foncières, 81013 Albi cedex 9), à la préfecture de la Haute-Garonne, à la préfecture de l'Aveyron, dans les mairies des communes concernées, au siège du syndicat mixte du bassin versant Tarn aval ainsi que sur le site internet des services de l'Etat dans le Tarn (www.tarn.gouv.fr), dans la Haute-Garonne (www.haute-garonne.gouv.fr) et dans l'Aveyron (www.aveyron.gouv.fr).

A l'issue de la procédure, la décision statuant sur la demande de déclaration d'intérêt général, au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, présentée par le syndicat mixte du bassin versant Tarn aval dans le cadre du programme pluriannuel de gestion 2024/2034 des cours d'eau du bassin versant du Tarn aval est prise : par arrêté interpréfectoral des préfets du Tarn, de la Haute-Garonne et de la préfecture de l'Aveyron.

7407733001 - AA

Commune de SEYSSES

Modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme

2E AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n° 2025-140 en date du 15 mai 2025, M. le Maire de Seysses a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

A cet effet, M. Bernard BOUSQUET a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par M. le Président du Tribunal Administratif de Toulouse.

L'enquête se déroulera à la mairie de Seysses, du mardi 10 juin 2025, 9 h 00, au vendredi 11 juillet 2025, 17 h 00, aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie de Seysses, les lundis et jeudis de 9 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 30, les mardis de 9 h 00 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 18 h 00, les mercredis de 9 h 00 à 12 h 30, les vendredis de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 00 à 17 h 00.

Le commissaire-enquêteur recevra à la mairie de Seysses 100, place de la Libération, aux jours et heures suivants :

- le vendredi 11 juin 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- le vendredi 20 juin 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- le mercredi 2 juillet 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- le vendredi 11 juillet 2025 de 14 h 00 à 17 h 00.

Le public pourra prendre connaissance du dossier de projet de PLU et les pièces qui l'accompagnent (le dossier comprenant les informations environnementales, l'avis de l'autorité environnementale et la décision prise après un examen au cas par cas, ainsi que les avis des personnes publiques associées et consultées du dossier soumis à enquête) :

- sur le site internet : <https://www.mairie-seysse.fr> ;
- en format papier et sur deux postes informatiques mis à la disposition du public, en mairie et à la médiathèque, aux jours et heures habituels d'ouverture ;
- à l'adresse : <https://www.mairie-seysse.fr>.

Les personnes intéressées par le dossier d'enquête pourront en obtenir communication à leur demande et à leurs frais.

Pendant le délai de l'enquête, le public pourra transmettre ses observations et propositions :

- sur le registre d'enquête disponible en mairie ;
- par courrier adressé au commissaire-enquêteur à l'adresse suivante : mairie de Seysses, 100, place de la Libération, 31600 Seysses ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : enq.pub@mairie-seysse.fr ;
- sur le registre dématérialisé à l'adresse : <https://www.mairie-seysse.fr>.

A l'issue de l'enquête publique, le Conseil municipal délibérera sur l'approbation de la modification n°4 du PLU de Seysses, après modifications éventuelles pour tenir compte des résultats de l'enquête publique.

Le Maire,
Jérôme BOUTELOUP.

7408092021 - AA

Commune de VENERQUE

Projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et projet de création d'un périmètre délimité des abords (PDA)

2E AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Le public est informé qu'il sera procédé à une enquête publique conjointe relative au projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et au projet de création d'un périmètre délimité des abords (PDA) de la commune de Venerque, du 3 juin 2025 au 4 juillet 2025 inclus.

Mme Adina BLANCHET, urbaniste, a été désignée commissaire-enquêteur titulaire par la présidente du tribunal administratif de Toulouse, et Mme Myrtille DE BALORRE a été désignée commissaire-enquêteur suppléant.

L'enquête se déroulera à la mairie de Venerque, du 3 juin 2025 au 4 juillet 2025 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Chaque personne consultée le dossier d'enquête et formulera ses observations :

- soit en les inscrivant sur le registre d'enquête disponible en mairie ;
- soit en les adressant par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de Venerque ;
- soit par e-mail à l'adresse suivante : urbanisme@mairie-venerque.fr.

Les personnes intéressées pourront obtenir une copie du dossier d'enquête, sur demande et à leurs frais. Il sera également accessible pendant toute la durée de l'enquête publique sur le site internet de la commune :

<https://www.venerque.fr/services/urbanisme-logement/>

Le commissaire-enquêteur assurera des permanences à la mairie de Venerque aux dates et horaires suivants :

- mardi 3 juin, de 8 h 30 à 12 h 30 ;
- mercredi 11 juin, de 14 h 30 à 17 h 30 ;
- samedi 21 juin, de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- vendredi 4 juillet, de 14 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur, transmis au maire, seront mis à la disposition du public à la mairie de Venerque pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

7408505001 - AA

Commune de SICOVAL

Projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et projet de création d'un périmètre délimité des abords (PDA)

2E AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par décision du Conseil de Communauté en date du 7 avril 2025, il a été décidé d'accepter la délégation partielle de l'exercice du droit de préemption urbain simple (TUPU) et renforcé (TUPUR) consentie par la commune d'Auzeville Tolosane en application de l'article L213-3 du Code de l'urbanisme sur toute la partie de la commune couverte par la zone UE, UBCom, AUE du PLU en vigueur correspondant aux zones d'activités économiques.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du SICOVAL pendant un mois.

Conformément à l'article R211-3 du Code de l'urbanisme, le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée au directeur départemental, directeur régional des finances publiques, aux barreaux constitués près les tribunaux judiciaires dans le ressort desquels est institué le droit de préemption urbain et au greffe des mêmes tribunaux. Mention sera faite également dans deux journaux départementaux et la délibération du Conseil de Communauté sera affichée au siège du S